



Faire notre marque

RAPPORT ANNUEL
2016-2017

Mot de la présidente

Une année hyperactive!

Porter la voix de la francophonie canadienne, revendiquer les droits linguistiques des citoyens et citoyennes d'expression française, mobiliser et concerter les forces vives de nos collectivités : voilà les trois fonctions essentielles de la FCFA. C'est là que se trouve le cœur de notre action pour contribuer à ce que le français s'épanouisse dans toutes les régions du pays.

En cette année du 150^e de la Confédération, la FCFA croit plus pertinente que jamais l'immense contribution de nos communautés à l'expérience canadienne. Dans un pays qui vit des changements démographiques en profondeur, nos communautés sont les points d'ancrage de la dualité linguistique. Elles sont les milieux où ceux et celles qui choisissent le français peuvent vivre cette langue. Il est plus que jamais essentiel de réinvestir dans leur développement ; c'est la trame de fond des multiples interventions que nous avons faites au cours des douze mois couverts par ce rapport.

Pour la FCFA, 2016-2017 a été une année hyperactive, vécue au rythme effréné de quelque 30 rencontres avec des parlementaires, dont six ministres, sept comparutions devant des comités parlementaires sur des sujets allant des infrastructures à la réforme démocratique, et 11 consultations gouvernementales.

Dans un contexte de consultations pour un nouveau plan très attendu en matière de langues officielles, la FCFA a généré une présence marquée et remarquée de la francophonie, permettant aux organismes du Forum des leaders de parler d'une voix unie des grands enjeux qui touchent le développement de nos communautés. Nous avons appuyé nos partenaires en ce qui a trait à la négociation des prochaines ententes en éducation, et nous avons réclamé que

Sylviane Lanthier



Statistique Canada modifie le recensement de 2021 pour mieux dénombrer tous ceux et toutes celles qui ont droit à l'école française.

En immigration, nous avons profité de l'entrée en vigueur de Mobilité francophone pour sensibiliser les employeurs aux avantages de recruter en français à l'étranger. Nous avons amené le gouvernement à effectuer des changements au système Entrée Express pour améliorer le classement des candidats francophones à l'immigration. Et surtout, nous avons travaillé avec la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne pour arrimer notre Journée de réflexion sur l'immigration francophone et le tout premier Forum ministériel rassemblant les gouvernements sur cet enjeu.

Partout, dans toutes les tribunes où nous avons pris la parole, nous avons répété notre volonté de voir le gouvernement devenir un partenaire respectant les principes du « par et pour » quand il agit en faveur de la francophonie.

De cette année boulimique, il faut retenir une chose essentielle : les organismes de la francophonie sont prêts à mener des actions à grand impact, à créer des services novateurs pour une population changeante, à générer davantage d'occasions de vivre en français partout au pays. Et la FCFA est là, plus que jamais résolue à les accompagner. Nous sommes sur la ligne de départ et, en 2017-2018, nous attendons le signal.



Mot de la direction générale

De l'expertise, et un regard neuf

Nous sommes deux à signer ce mot de la direction générale. Voilà une nouveauté qui, en soi, en dit long sur l'année quelque peu extraordinaire qui se termine. Dans un contexte de changement et de renouvellement en profondeur au sein de l'équipe de la FCFA, il a fallu faire différemment et mettre les bouchées doubles pour, comme le dit si bien le titre de ce rapport, faire notre marque.

Trois éléments font la différence dans de telles circonstances : le fonds considérable d'expertise et de connaissance qui existe à la Fédération, la collaboration au sein du réseau, et la capacité de notre organisme à s'adapter rapidement à un contexte changeant. C'est ce qui nous a permis de parler d'une voix forte dans un nombre record de consultations publiques. C'est ce qui fait de la FCFA, encore cette année, la référence en matière de langues officielles

et de francophonie pour les institutions fédérales, le gouvernement du Québec et d'autres intervenants.

Nous avons travaillé fort pour occuper et nourrir cet espace. Et maintenant, l'année 2017-2018 s'ouvre sur un monde de possibilités : un nouveau plan d'action en matière de langues officielles, un nouvel engagement des gouvernements en matière d'immigration francophone, la deuxième décennie du Forum des leaders... et pour la première fois, un directeur général qui est né après la fondation de la FCFA.

Notre propos est de lancer un signal aux organismes francophones partout au pays, ainsi qu'à nos partenaires communautaires et gouvernementaux : qu'à la FCFA, nous faisons confiance à la jeunesse, aux francophones issus de la diversité, à ceux et celles qui ont choisi la langue française peu importe leur langue maternelle, pour bâtir le prochain élan de ce réseau qui a tant fait pour le rayonnement du français au pays.

Nous sommes engagés à faire les choses différemment, pour une FCFA toujours plus visionnaire, innovante et rassembleuse, qui nous permettra ensemble d'obtenir de nouvelles assises pour la francophonie canadienne.

De nouvelles idées, jumelées à l'expertise qu'on connaît à la FCFA. Avec cette combinaison, l'avenir nous appartient.

Diane Côté, direction générale par intérim (octobre 2016-mai 2017)

Alain Dupuis, direction générale (depuis mai 2017)

Ce que nous avons dit

L'année 2016-2017 a été celle de toutes les consultations : le gouvernement fédéral a sollicité l'opinion des Canadiens et des Canadiennes sur une vaste gamme de questions d'intérêt public, et la FCFA était au rendez-vous. Voici des extraits de quelques-uns des mémoires que nous avons soumis sur divers enjeux au cours de la dernière année.

Le prochain plan d'action pour les langues officielles

« Le prochain plan devrait viser l'établissement d'un véritable partenariat avec les communautés dans une optique de développement par et pour celles-ci, en fonction des priorités qu'elles ont elles-mêmes identifiées, dans le respect de leurs réalités et dans une perspective d'habilitation et de prise en charge. »

Le budget fédéral 2017

« Depuis 2005, l'enveloppe du Programme d'appui aux langues officielles n'a été ni bonifiée, ni indexée. Considérant l'augmentation du coût de la vie, cela représente un recul de 30 à 35 % des ressources de ces organismes, qui peinent à accomplir un travail qui reste fondamental pour la survie du fait français dans nos communautés. »

Les infrastructures

« La FCFA recommande la création, à même les fonds du plan d'infrastructure du Canada, d'une enveloppe réservée aux communautés francophones en situation minoritaire. Cette enveloppe serait administrée dans le cadre d'un partenariat gouvernement fédéral – communautés. »

Les niveaux en matière d'immigration

« Pour la FCFA, il est clair que les niveaux qui seront fixés devront tenir compte du rattrapage qui s'impose en matière d'immigration au sein de nos communautés. Il s'agit à la fois de combler l'écart qui s'est creusé au fil des ans, ainsi que d'assurer l'atteinte des cibles fixées pour 2018 et 2023. »

Le contenu canadien dans un monde numérique

« L'accès des francophones à des nouvelles locales en français est indissociable de leur capacité de vivre dans leur langue au quotidien. Développer le sentiment d'appartenance des jeunes à leur langue et à leur communauté passe par un accès à des contenus culturels en français sur Netflix ou iTunes. Pour les talents artistiques qui émergent dans nos communautés, des institutions culturelles comme nos médias communautaires et Radio-Canada sont un tremplin essentiel. »

La réforme électorale

« En l'absence de mesures tenant compte de la réalité des communautés francophones en milieu minoritaire, un système de représentation proportionnelle affaiblirait de façon substantielle la capacité de celles-ci de bénéficier d'une représentation effective à la Chambre des communes. »

Les orientations du Canada en matière de coopération internationale

« Il existe au sein de la société civile de la francophonie canadienne des expertises considérables en matière de gouvernance, de pluralisme et de diversité. L'engagement de la FCFA et de son réseau au sein de la société civile de la Francophonie mondiale présente des occasions intéressantes de transfert de ces expertises. »



Participant au XVI^e Sommet de la Francophonie à Madagascar en novembre 2016, la présidente de la FCFA a pu rencontrer le Premier ministre Justin Trudeau. Ils ont parlé de sa vision de la francophonie canadienne, « **Une vision où l'identité canadienne repose sur les deux langues officielles avec comme toile de fond une grande diversité** », soulignera Sylviane Lanthier sur le blogue qu'elle a tenu pendant le Sommet.

Immigration francophone : des signes manifestes d'un nouvel élan

Même si les défis demeurent nombreux au chapitre de l'immigration francophone, les indices prometteurs se sont multipliés cette année. La tenue d'un tout premier Forum ministériel sur l'immigration francophone, en mars 2017, laisse entrevoir un nouvel élan au cours de la prochaine année pour ce chantier d'avenir pour les communautés francophones et acadiennes. Voici cinq grands moments qui ont fait la différence cette année.

- 1. Entrée en vigueur de Mobilité francophone :** L'année 2016-2017 avait déjà débuté sur une note positive avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} juin, du programme Mobilité francophone. Forts de ce nouvel outil en appui au recrutement de travailleurs bilingues à l'étranger, la FCFA et les Réseaux en immigration francophone (RIF) ont coordonné au cours de l'année trois séries de sessions d'information à l'intention des employeurs, qui ont attiré près de 600 participants.
- 2. Nouvelle gouvernance, mobilisation renforcée :** La toute nouvelle Table nationale de concertation communautaire en immigration francophone a débuté ses travaux dans le feu de l'action. Dès sa première réunion, en octobre 2016, la Table participait à une vaste consultation coordonnée par la FCFA pour le compte d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Cette consultation, à laquelle participaient également les coordonnateurs des 13 Réseaux en immigration francophone (RIF), visait à sonder les communautés sur leurs priorités en matière d'immigration pour le prochain plan d'action en matière de langues officielles. Les intervenants en immigration francophone se sont aussi mobilisés en grand nombre pour les consultations du gouvernement fédéral sur la planification des niveaux d'immigration, sur le système Entrée Express, ainsi que sur l'accueil des réfugiés syriens.
- 3. La 11^e Journée de réflexion sur l'immigration francophone :** Tenue à Moncton le 30 mars 2017, la Journée, organisée par la FCFA, a rassemblé un nombre record de participants. Près de 200 chercheurs, intervenants communautaires et représentants gouvernementaux se sont rassemblés pour des discussions sous le thème *Réussir le pari de l'immigration francophone : des moyens à se donner, des collaborations à renforcer*. Les consensus qui ont émergé lors de la Journée – notamment, l'importance de la collaboration entre intervenants et le renforcement des services en français développés par la communauté – ont trouvé leur écho dans les déclarations des gouvernements participants au Forum ministériel sur l'immigration francophone, qui avait lieu le lendemain.
- 4. Leadership des gouvernements :** Durant l'été, les gouvernements provinciaux et territoriaux, réunis en Conseil de la fédération, se sont entendus sur une cible de 5 % en matière d'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire, et ont convenu de tenir un premier forum ministériel sur l'immigration francophone. Ce forum historique, tenu à Moncton le 31 mars 2017, a généré des engagements envers le développement d'un plan d'action fédéral-provincial/territorial pour le recrutement, l'accueil, l'intégration et la rétention des immigrants francophones, ainsi que la tenue d'un symposium fédéral-provincial/territorial et communautaire pour établir une nouvelle collaboration en immigration francophone. Le gouvernement fédéral en a profité pour annoncer des modifications au système Entrée Express, afin d'accorder davantage de points aux immigrants qui ont de solides compétences en français.
- 5. Semaine nationale de l'immigration francophone 2016 :** La 4^e édition de cet événement-signature coordonné par la FCFA et les Réseaux en immigration francophone a donné lieu à des célébrations dans neuf provinces et deux territoires, par le biais de plus de 100 activités inscrites au calendrier. La Semaine gagne de plus en plus en popularité et les organismes francophones locaux, régionaux et provinciaux/territoriaux y adhèrent.





À l'occasion de la Journée de réflexion sur l'immigration francophone, le député Serge Cormier, secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, s'est joint à la vice-présidente de la FCFA, Audrey LaBrie, pour inaugurer officiellement une exposition itinérante sur l'histoire de l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire. Réalisée par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada en collaboration avec la FCFA, cette exposition fera le tour du pays au cours de la prochaine année.

Des liens stratégiques entre la FCFA et le Québec

La riche collaboration maintenue par la Fédération tout au long de l'année avec le ministre des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, Jean-Marc Fournier, a sûrement contribué à des succès comme le premier Forum ministériel sur l'immigration francophone. Des échanges réguliers avec le cabinet du ministre mais aussi avec le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC), sur des sujets aussi divers que l'immigration, le prochain plan d'action en matière de langues officielles ou la série *The Story of Us* diffusée par la CBC, ont permis de créer des occasions d'appui stratégique du Québec à la francophonie.

La Fédération a aussi établi cette année des liens étroits avec Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ), qui a exprimé le souhait d'ajouter un volet canadien à l'ensemble de ses activités de stages, de missions culturelles et commerciales. Quant au Centre de la francophonie des Amériques, il demeure un partenaire de premier plan de notre Fédération et de nos membres.

Enfin, la FCFA a travaillé au renforcement de l'Alliance économique francophone, issue du Forum pancanadien sur le développement économique en francophonie canadienne de 2012. La Fédération s'est assurée d'une représentation de toutes les provinces et territoires au sein de l'Alliance, incluant le Québec à part entière.



Une action politique sur tous les fronts

Les consultations sur les langues officielles

Attendues depuis l'élection du gouvernement actuel, les consultations en vue du prochain plan d'action pour les langues officielles (2018-2023) ont eu lieu de juin à octobre 2016. Convaincue que les francophones devraient être nombreux à prendre la parole et qu'il était important pour le développement des communautés d'être au centre de l'action gouvernementale en matière de dualité linguistique, la FCFA s'est assurée d'être présente à toutes les étapes de ces consultations. La Fédération a notamment :

- conseillé le gouvernement concernant le contenu du questionnaire pour la consultation en ligne;
- outillé les citoyens et les citoyennes intéressés à participer à la consultation en ligne, en mettant à leur disposition un microsite Internet comportant des renseignements pour leur faciliter la tâche;
- développé une infographie résumant en un coup d'œil les priorités d'investissement pour le développement des communautés francophones et acadiennes;
- coordonné avec le gouvernement une consultation spécifique sur les priorités en immigration francophone pour le prochain plan d'action;
- préparé une vaste table ronde des organismes du Forum des leaders avec la ministre du Patrimoine canadien.

En plus de déposer elle-même un mémoire dans le cadre des consultations, la FCFA était signataire d'un mémoire produit conjointement avec la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF) et la Commission nationale des parents francophones (CNPF), visant à revendiquer une meilleure représentation des intérêts des communautés à la table lorsque se décident les priorités en matière d'éducation dans la langue de la minorité.

Rétablissement et élargissement du Programme de contestation judiciaire

Après une année de consultations, le gouvernement fédéral a dévoilé, en février 2017, les paramètres du nouveau Programme de contestation judiciaire (PCJ). Deux des recommandations-clé de la FCFA ont été reprises : d'une part, la gestion du nouveau PCJ sera confiée à une tierce partie, garantissant ainsi une certaine indépendance du programme; d'autre part, la portée des droits couverts par le PCJ a été élargie pour inclure ceux qui sont garantis par la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*.

Cet élargissement ne s'accompagne pas, cependant, d'un accroissement de l'enveloppe disponible pour le volet droits linguistiques du programme. De plus, la FCFA tient à ce que l'organisme gestionnaire du programme soit capable de fonctionner dans les deux langues officielles et soit familier avec les réalités des minorités linguistiques. Enfin, la Fédération demeure convaincue qu'il faut enchâsser le PCJ dans une loi pour en garantir la pérennité.





Modernisation du Règlement sur les langues officielles

Le 18 novembre 2016, la FCFA était au Parlement pour un moment qu'elle attendait depuis plus d'une décennie : l'annonce, par le président du Conseil du Trésor Scott Brison, de consultations prochaines sur la révision du *Règlement sur les langues officielles - communications avec le public et prestation des services*. Ce règlement, qui détermine où et dans quel contexte les bureaux fédéraux doivent offrir des communications et des services dans les deux langues officielles, n'a pas été revu depuis 1991. S'adressant aux médias réunis au foyer de la Chambre des communes, la présidente de la FCFA, Sylviane Lanthier, a rappelé qu'en 25 ans la francophonie a beaucoup changé : «Il nous faut une réglementation qui permette de rejoindre les francophones où ils sont, dans les multiples façons dont ils choisissent de vivre en français, dans le plus grand nombre possible de situations».

Statistique Canada : paver la voie pour 2021

Après avoir consacré le printemps de l'an dernier à promouvoir auprès des francophones l'importance de bien répondre aux questions sur les langues dans le recensement de 2016, la FCFA a tourné son attention vers le prochain recensement, en 2021. L'objectif est d'obtenir des données plus précises sur la francophonie au pays, notamment en ce qui a trait au nombre d'ayants droit à l'éducation en français en milieu minoritaire. Devant le Comité permanent des langues officielles des Communes, la FCFA a fait valoir qu'en 2017, avec une population canadienne qui se diversifie de plus en plus, le seul recours à la langue maternelle pour déterminer qui a droit de fréquenter l'école en français n'est plus tenable.

Intervention remarquée de la FCFA sur Internet à large bande

La présentation de la FCFA aux audiences du CRTC, le 26 avril 2016, était historique : il s'agissait de la première fois que la Fédération intervenait devant le Conseil sur une question de télécommunications, ce que le président, Jean-Pierre Blais, n'a pas manqué de noter. Dans sa présentation, la FCFA s'est faite le porte-voix des communautés francophones défavorisées au niveau de l'accès à Internet, comme Port-au-Port (Terre-Neuve-et-Labrador), les régions rurales de la Nouvelle-Écosse, ou les régions arctiques. En décembre, à la grande satisfaction de la Fédération, le CRTC a multiplié par dix les cibles en termes de vitesses Internet de base, et annoncé la création d'un fonds pour améliorer l'accès à Internet haute vitesse.



La FCFA en chiffres

2016-2017



73

rencontres avec des parlementaires,
leur personnel et des hauts fonctionnaires

7

comparutions devant
des comités parlementaires

20

interventions dans des consultations
gouvernementales



40

communiqués et déclarations
de la présidence

179

entrevues dans les médias



84 471

visites sur les sites Web de la FCFA

304 171

portée organique de la FCFA sur Facebook

+ 5 400

abonnés et abonnées sur Twitter

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

BUREAU D'OTTAWA

450, rue Rideau, bureau 300
Ottawa (Ontario) K1N 5Z4
Tél. : (613) 241-7600
info@fcfa.ca

BUREAU DE QUÉBEC

43, rue de Buade, bureau 400
Québec (Québec) G1R 4A2
Tél. : (418) 692-5752
fcfaquebec@videotron.ca



@fcfacanada
@fcfaimmigration



www.facebook.com/fcfacanada
www.facebook.com/immfrancophone

www.fcfa.ca



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Canada

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier du ministère du Patrimoine canadien.

ISBN : 978-2-922742-47-3